



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 5 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU

54 Avenue de l'Atlantique
53000 Laval

Références : 2025-247_INSP_RAP_HB_PIGEON GRANULATS L-A - La Louverie

Code AIOT : 0006302759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU implanté La Louverie 72200 La Flèche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS LOIRE-ANJOU
- La Louverie 72200 La Flèche
- Code AIOT : 0006302759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La visite concerne une carrière de sables et graves située au lieu-dit « la Louverie » sur la commune de la Flèche autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00.5343 du 19 décembre 2000 au profit de la société des Carrières du Maine et de la Loire pour une durée de 25 ans.

Des transferts de l'exploitation ont eu lieu (arrêté préfectoral complémentaire n° 07-6381 du 21 décembre 2007 au profit de la société LAFARGE GRANULATS OUEST, arrêté préfectoral complémentaire n° 2014350-0004 du 19 janvier 2015 au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE) avec en dernier lieu le transfert de l'exploitation au profit de la société Pigeon Granulats Loire-Anjou par l'arrêté préfectoral DCPAAT n°2022-0280 du 12 octobre 2022.

L'exploitation est poursuivie dans les conditions énoncées par les arrêtés préfectoraux susvisés du 19 décembre 2000, du 25 juillet 2006, du 21 décembre 2007 et du 19 janvier 2015.

L'arrêté préfectoral n°DCPPAT2017-0601 du 1er décembre 2017 a autorisé, à proximité immédiate, l'exploitation d'une carrière de sables et de graviers située au lieu-dit « Les Grandes Landes » sur le territoire de la commune de La Flèche pour une durée de 15 ans par la S.A.S. SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE SEICHES. Il n'y a pas d'installation de traitement de matériaux autorisée sur le site de cette carrière. *« Les matériaux sont exploités à la pelle puis sont directement chargés dans les engins de chantier puis acheminés sur la sablière voisine de « la Louverie » pour traitement, pesée puis commercialisation »* comme indiqué dans l'article 1.2.4. de l'arrêté préfectoral précité. L'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2021-0238 du 28 octobre 2021 transfère l'autorisation environnementale au profit de la société SAS PIGEON GRANULATS Loire-Anjou.

L'extraction au lieu-dit de "la Louverie" a été stoppée et le carreau restant non exploité contient l'installation de traitement qui est alimentée des matériaux en provenance de la carrière située au lieu-dit "des Grandes Landes" mitoyenne dont l'extraction a débuté. Une demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter du site de « la Louverie » été déposée en mars 2025 pour permettre la finalisation d'un dossier de renouvellement et extension ainsi que le regroupement des deux sites.

Une notification de cessation d'activité concernant une zone du site de « la Louverie » a été déposée en Préfecture de la Sarthe au mois de décembre 2023. La zone concernée par la cessation d'activité contient les bassins de décantation et d'eau claire du site dont la vocation souhaitée à terme est de contenir une centrale photovoltaïque flottante. Au mois d'avril 2024, les attestations réalisées par le bureau d'étude SEREA ont été transmises à la préfecture de la Sarthe dans le respect de l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	dispositions générales ICPE	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1	Sans objet
2	dispositions générales ICPE	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39	Sans objet
3	remise en état carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite réalisée sur le site de « la Louverie » par l'inspection des installations classées en date du 16/05/2025 que la cessation partielle d'activité notifiée en préfecture est entachée d'irrégularités. En particulier, l'élément rédhibitoire empêchant la recevabilité de la procédure est le constat fait par l'inspection des installations classées de la continuité des activités de traitement de matériaux en provenance de la carrière mitoyenne située aux « Grandes Landes » et l'utilisation des bassins de décantation et d'eau claire concernés par cette cessation partielle mais que l'entreprise souhaite maintenir pour la poursuite de ses activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : dispositions générales ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, champ d'application et opération pour la cessation
Prescription contrôlée : I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site. La cessation d'activité se compose des opérations suivantes : 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

[...]

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que la mise à l'arrêt définitif telle que défini R512-75-1 qui consiste à arrêter totalement [...] toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains , en l'occurrence la zone contenant les bassins, n'est pas effective sur le site.

Les bassins de décantation et d'eau claire ciblés par la cessation partielle sont des ouvrages nécessaires à l'activité de traitement de matériaux qui perdure sur le site. Ils ne sont pas libérés et une pompe est immergée dans le bassin d'eau claire et reliée à un groupe électrogène sur la berge.

L'exploitant a été informé lors de la visite de la non recevabilité de sa notification de cessation partielle d'activité.

Suite à la visite, l'exploitant a retiré son dossier de notification par un courrier en date du 10 juillet auprès de la préfecture qui l'a par retour informé de son dessaisissement par courrier le 29 juillet 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : dispositions générales ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39

Thème(s) : Situation administrative, notification report réhabilitation

Prescription contrôlée :

Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé. Il transmet un exposé des justifications associées à cette demande trois mois au moins avant la mise à l'arrêt définitif ou, dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35, six mois avant la mise à l'arrêt définitif. Ces justifications prennent en compte, y compris dans le cas de reports successifs, l'ensemble des installations classées pour la protection de l'environnement ayant déjà été arrêtées définitivement. Le préfet arrête, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, le report de la réhabilitation, en précisant notamment les mesures

conditionnant la libération des terrains concernés, l'information préalable requise avant la mise en œuvre des opérations de réhabilitation, et la réévaluation périodique de la justification du report. L'absence de réponse du préfet dans un délai de quatre mois vaut refus de la demande.

Constats :

L'inspection constate que les terrains concernés ne sont pas libérés et qu'une demande de différer la réhabilitation ou la détermination de l'usage futur n'est pas la solution à adopter dans le cas présent.

Selon l'exploitant, la notification de cessation partielle concernant la zone des bassins, encore utilisés pour l'activité de traitement de matériaux, est motivée par la volonté de la société TotalEnergie de poser une future centrale de panneaux photovoltaïques flottants.

L'exploitant a indiqué lors de la visite être en cours de rédaction pour la société Pigeon Granulat Loire Anjou d'un dossier de renouvellement-regroupement-extension de l'autorisation d'extraire sur le site des « Grandes Landes » et de traitement de matériaux sur le site de « la Louverie ».

L'exploitant doit envisager, dans la limite des possibilités, des responsabilités qui lui incombent pour son activité de carrière et de traitement de matériaux, de la réglementation en vigueur, d'intégrer le projet photovoltaïque à son dossier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : remise en état carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2

Thème(s) : Risques chroniques, remise en état – action minimum

Prescription contrôlée :

12.2. Remise en état : L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Constats :

Une notification de cessation d'activité concernant une partie du site a été déposée en Préfecture de la Sarthe au mois de décembre 2023. Au mois d'avril 2024, les attestations réalisées par le bureau d'étude SEREA ont été transmises à la préfecture de la Sarthe dans le respect de l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées constate lors de la visite que l'activité de traitement de matériaux en provenance de la carrière mitoyenne située aux « Grandes Landes » perdure. Ce fonctionnement respecte les prescriptions des arrêtés préfectoraux des deux sites.

L'eau utilisée pour le traitement des matériaux provient de la succession de bassins de décantation et d'eau claire concernés par cette cessation partielle et sur lesquels le bureau d'étude a produit des attestations. Une pompe est de façon permanente installée sur l'une des berges du bassin d'eau clair. Les attestations ne sont pas recevables et ne tiennent pas compte des prescriptions de remise en état.

L'exploitant indique souhaiter maintenir cette activité sur le long terme et a informé l'inspection des installations classées de la préparation d'un dossier de renouvellement-extension englobant les deux sites.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a retiré auprès de la préfecture son dossier de notification de cessation partielle d'activité du site de « la Louverie ».

Type de suites proposées : Sans suite